

*l'Anti*capitaliste

n°813 | 10 septembre 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

RACISME ISLAMOPHOBIE
VIOLENCES SOCIALES



COMBATTRE
LE RN **UNITÉ À GAUCHE**

ZOOM

Loi « permis de tuer » : chronique de la fascisation

Page 3

INTERNATIONAL

Gaza/Cisjordanie/ Liban : Israël continue le nettoyage ethnique

Page 4

LUTTER

Hijab : ne pas sous-estimer l'offensive raciste du RN

Page 6

CHAMP LIBRE

Kanaky libre et indépendante : la jeunesse impose le renouveau face à l'ordre colonial

Page 8

Édito

L'avertissement venu de Saxe-Anhalt

Par **ÉDOUARD SOULIER**

En Saxe-Anhalt, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) a recueilli 44 % des voix : un score historique pour ce parti issu de l'extrême droite néonazie, et un avertissement qui dépasse largement l'Allemagne. Son programme est sans ambiguïté. Au nom de la « remigration », l'AfD veut expulser les personnes étrangères et les citoyenNEs allemandEs jugéEs « non assimiléEs ». Elle entend également en finir avec toute politique de « contrition » vis-à-vis de l'héritage nazi.

Difficile, toutefois, de construire un internationalisme fasciste lorsqu'on est nationaliste : l'AfD est aujourd'hui en froid avec le RN. Celui-ci a pris ses distances au nom de « la défense de l'intérêt français face à des prises de position contraires à l'intérêt de la France ». SeulEs les zemmouristes ont ouvertement salué ce résultat. Sarah Knafo en a résumé la portée en des termes très clairs : « De manière à la fois lucide et sereine, je vais vous dire [...] que je sais reconnaître une vague occidentale quand j'en vois une. »

En France, chacunE y est allé de son indignation face à la victoire de l'AfD, jusqu'au ministre Benjamin Haddad, qui n'hésite pourtant pas à rendre hommage à des pétainistes. Mais voir les néonazis aux portes du pouvoir dans un Land allemand s'inscrit dans un processus : leur progression s'est nourrie d'un discours toujours plus autoritaire et raciste, sur un terrain préparé par la droite libérale et ses politiques austéritaires, répressives et racistes. Le parallèle avec la situation française saute aux yeux.

L'AfD pourrait désormais accéder à la direction du Land avec l'appui d'un petit parti confusionniste issu de la gauche, qui combine mesures sociales, rejet de l'immigration et soutien à la Russie, dans le cadre d'une alliance rouge-brune. La dynamique fasciste est bel et bien à l'œuvre, et ses premières cibles sont déjà désignées : les personnes racisées, musulmanes et LGBT+. La victoire de l'AfD constitue une alerte sérieuse.

Bien dit

La leçon, c'est que les mobilisations permettent de déprogrammer de tels agresseurs

CLAUDIA, militante féministe de NousToutes, réagit à l'annulation de la tournée de Patrick Bruel. Elle ajoute : « Ça devrait être quelque chose qui se normalise : qu'il n'y ait pas de personnes accusées par des dizaines de victimes et mises en examen qui puissent se produire en toute impunité sur scène. » Cette victoire contre la culture du viol crée un précédent et montre que le rapport de forces est en train de changer.

LUTTE DES CLASSES

Le « net », le « brut » et les truands

Alors que l'inflation s'envole à nouveau, la seule évocation d'une augmentation des salaires a suscité l'hilarité générale à la grand-messe de rentrée du MEDEF. À l'inverse, l'exigence du « rapprochement du salaire net du salaire brut », reprise par les bons élèves É. Philippe, G. Attal et B. Retailleau, y a été applaudie avec enthousiasme.

Cette revendication s'inscrit dans la campagne menée par le MEDEF à l'occasion de la présidentielle. Pour « alléger durablement le coût du travail, simplifier le système, et redonner des marges aux entreprises », le MEDEF revendique soixante milliards d'euros d'exonérations supplémentaires de cotisations dites « patronales » à la Sécurité sociale. Il demande, dans le même temps, un allègement de dix milliards d'euros des cotisations dites « salariales », ce que résume la formule « rapprocher le salaire net du salaire brut ». Pour les patrons, l'affaire serait, en effet, excellente. Soixante milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales s'ajouteraient aux quatre-vingt-trois milliards déjà accordés. Elles permettraient de grossir les « marges » des entreprises, tandis que « l'augmentation du salaire net » par la suppression des cotisations dites « salariales » ne leur coûterait rien.

En finir avec le salaire socialisé

La création de la Sécurité sociale, en 1945, a imposé, dans un rapport de forces favorable, l'obligation pour l'employeur de verser des cotisations sociales s'ajoutant à la rémunération directe (nette) de ses salariéEs. Cette part supplémentaire de salaire est mise en commun (« socialisée ») dans les caisses de Sécurité sociale pour répondre de manière collective et solidaire à des besoins sociaux fondamentaux des salariéEs : éducation des enfants, santé, retraites. Les 443 milliards de cotisations sociales (« salariales »

ou « patronales ») actuellement collectées en France constituent une part de salaire qui va aux travailleuses et travailleurs, aux retraitéEs, aux malades, aux victimes d'accidents du travail, ou qui permet l'éducation de leurs enfants. Pour le patronat, elles ont le gros défaut de diminuer la part des profits. C'est bien à cela que le MEDEF veut mettre fin. Le « salaire brut » est une notion virtuelle qui figure sur une ligne du bulletin de salaire. Dans la réalité, n'existent que le « salaire net » que touche effectivement le ou la salariéE à la fin du mois et les cotisations sociales, qu'elles soient « patronales » ou « salariales », que le patron verse obligatoirement à l'Urssaf (Sécurité sociale). Attirer l'attention sur le salaire brut permet de créer l'illusion d'un intérêt commun

des salariéEs et des patrons dans une lutte contre les « charges » sociales.

Les salariéEs ont, au contraire, tout à y perdre.

Comme le reconnaît très explicitement le MEDEF, la baisse massive du financement par des cotisations aurait une triple conséquence. Premièrement, la mise à contribution de toutes celles et ceux qui ne sont pas « au travail », à commencer par les retraitéEs. Deuxièmement, la réduction de la Sécurité sociale à une couverture minimale. Elle devrait être complétée par des assurances complémentaires privées (santé, retraites), dont les cotisations ponctionneraient d'autant le salaire « net » que le MEDEF prétend augmenter. Troisièmement, le remplacement des cotisations par une fiscalité



À la Une

indirecte. L'augmentation de la TVA de 2,3 points (19 milliards d'euros aux dires du MEDEF), pesant essentiellement sur les classes populaires, achèverait d'anéantir l'augmentation promise du salaire net.

À ce marché de dupes, il faut opposer l'exigence de la hausse des salaires, et donc des cotisations sociales, et celle du financement intégral de la protection sociale par des cotisations dites « patronales ». Cette lutte suppose évidemment un affrontement avec le patronat et le pouvoir pour la répartition de la richesse produite entre salaires et profits.

L'urgence d'un combat unifié

En cette rentrée, les hausses des prix des carburants, de l'énergie et de l'alimentation prennent à la gorge des millions de salariéEs. Elles montrent l'urgence d'une mobilisation de grande ampleur pour l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix. Ce combat est indissociable de la lutte contre l'austérité budgétaire que veut imposer le gouvernement et son cortège de nouvelles régressions touchant les services publics et la protection sociale. La colère est là. Encore doit-elle s'organiser efficacement pour que les patrons et le pouvoir cessent de rire quand il est question d'augmentations de salaires et de mettre fin à l'austérité. Pour cela, il faut tout autre chose que les initiatives en ordre dispersé qui vont s'égrener au long du mois de septembre. Elles doivent néanmoins être utilisées comme tremplin pour préparer une mobilisation gréviste, unitaire, interprofessionnelle, dans la durée, pour imposer l'augmentation des salaires et le financement de la protection sociale à hauteur des besoins par les cotisations des employeurs. C'est la condition pour que notre camp social reprenne confiance dans ses forces et impose ses solutions, sans que l'impuissance et la démoralisation ne le poussent vers un vote pour l'extrême droite.

J. C. Delavigne

Acturama



ANTIFASCISME Derrière le canon, la fascisation

Un peu partout dans l'Hexagone, des mobilisations antifascistes se mettent en place contre les banquets du Canon français. Financés par Stérin dans le cadre de son projet d'extrême droite, ces banquets sont l'occasion de manger du porc, de se soûler, de faire des saluts nazis et d'entonner des chants racistes. Samedi 5 septembre, à Riorges, dans la banlieue de Roanne (42), une cinquantaine de militantEs se sont ainsi rassembléEs à la suite d'un appel unitaire pour refuser la banalisation du fascisme et du racisme, et imposer un traitement médiatique qui ne fasse pas l'impasse sur le sens politique de ces rencontres.

L'instauration d'un tel permis de tuer paraissait encore impossible il y a quelques années. Progressivement, ces revendications ont été reprises par la droite et la gauche institutionnelle.

L'union des droites sur les bases du RN

En 2017, la loi « Cazenueuve » assouplit les conditions d'usage des armes par les policiers et élargit considérablement la possibilité de tirer en cas de refus d'obtempérer.

Le constat est implacable : les tirs mortels pour refus d'obtempérer ont été multipliés par cinq. Pas suffisant pour les policiers, qui manifestent en 2021 devant l'Assemblée pour réclamer l'impunité judiciaire, aux côtés de Roussel, Faure, Jadot, Zemmour et Bardella. L'offensive législative se poursuit jusqu'en janvier dernier, lorsqu'une proposition de loi d'un député LR est reprise par le gouvernement.

Avec la « présomption de légalité des tirs », tout usage d'une arme sera supposé avoir été effectué en état de légitime défense, quelles que soient les circonstances. Le 7 juillet, la loi est votée grâce à la procédure du « vote bloqué », qui permet au gouvernement d'écarter les amendements des groupes de gauche, et aux voix de la droite et de l'extrême droite.

Une pétition est lancée, recueille 732086 signatures et est purement et simplement classée le 21 juillet par la commission des lois, là encore avec les voix des députés de droite et d'extrême droite...

Renforcement de l'État policier et de l'impunité

La France est déjà le pays européen où la police tue ou blesse le plus, et l'un de ceux qui comptent le plus grand nombre de décès en garde à vue. En grande majorité, la police tue des jeunes racisés.

MOBILISATION Loi « permis de tuer » : chronique de la fascisation

La présomption de légitime défense pour les policiers est une revendication historique de l'extrême droite, inscrite au programme du Front national depuis 2007, et portée par les syndicats de policiers.



Dans les faits, la présomption de légitime défense en faveur des policiers est déjà appliquée par les tribunaux. Les familles doivent obtenir l'ouverture d'une enquête menée par les collègues des mis en cause, affronter les refus de mettre en examen les policiers et subir des procédures qui durent des années, aboutissant à un non-lieu ou, dans le meilleur des cas, à une peine avec sursis. Elles sont parfois même poursuivies pour diffamation envers la police. Ce sera désormais aux familles de démontrer que le tir n'était pas justifié, alors que

les parties civiles disposent de pouvoirs d'investigation très limités. Le texte limite la possibilité de placer en garde à vue le policier mis en cause, alors que les premières heures de l'enquête sont décisives pour obtenir des vidéos, des témoignages et des éléments balistiques.

Cette loi n'a qu'un seul but : rendre impossible le rassemblement de preuves et perpétuer l'impunité policière à l'égard de la jeunesse racisée. Elle coïncide avec la fin de la conservation des images de vidéosurveillance dans les locaux de garde à vue prévue par la loi « Ripost » et avec l'annonce du renvoi du meurtrier de Nahel devant une cour d'assises.

Les 19 et 20 septembre, toustes dans la rue

La loi doit être examinée à l'automne par le Sénat, dont on ne peut évidemment rien attendre, vu le durcissement réactionnaire de chaque texte qui y passe.

À l'appel des collectifs de victimes de violences policières et des associations de défense des droits de l'homme, des manifestations sont prévues dans des dizaines de villes le week-end des 19 et 20 septembre. Nous y serons pour réclamer justice contre cet ordre policier et raciste : pour sauver des vies, l'abrogation de ces lois et le désarmement de la police sont plus que jamais nécessaires.

Sulalat

nous ne pourrions pas tenir face à un peuple affamé.

Le président Massoud Pezeshkian parle lui aussi d'une véritable guerre économique, militaire et sécuritaire. Il reconnaît la chute des importations et des exportations ainsi que les restrictions financières pesant sur les aides à la population, le versement des salaires et des prestations sociales. Il a également déclaré qu'« *il vaudrait mieux mettre fin à la guerre dès aujourd'hui* », mettant implicitement en cause la direction des Gardiens de la révolution, qui joue un rôle central dans la définition des orientations stratégiques du régime. En réponse, les courants proches des Gardiens de la révolution et leurs médias accusent les critiques de la politique actuelle d'être des « *laquais de Trump et de Netanyahu* ».

À quelques jours du quatrième anniversaire de la mort de Jina Mahsa Amini et du soulèvement « Femme, Vie, Liberté », le pouvoir redoute particulièrement une nouvelle mobilisation des travailleurEs, des femmes, de la jeunesse et des minorités nationales.

Pris en tenaille entre la violence de l'impérialisme étatsunien et celle de la dictature réactionnaire, les peuples d'Iran luttent pour leur survie, leur dignité et leur liberté. Ils ont besoin de notre solidarité anti-impérialiste.

Babak Kia

INTERNATIONAL Iran : une crise aiguë

Dans l'incapacité de remporter la guerre, Trump s'enlise. La République islamique d'Iran répond coup pour coup aux bombardements américains. À l'approche des élections aux États-Unis et en Israël, Trump et Netanyahu ne peuvent reculer. Cela fait craindre une fuite en avant et une intensification de la guerre.

La fermeture du détroit d'Ormuz, le blocus maritime et les sanctions imposées par les États-Unis, l'inflation galopante, la pauvreté et l'aggravation de la crise économique ont conduit la société iranienne au bord de l'explosion sociale. La détérioration des conditions de vie s'accompagne de la militarisation du régime, de l'augmentation des exécutions et du renforcement de la répression.

Le pouvoir renforce son dispositif sécuritaire

En témoigne le projet présenté au Parlement le 16 août, portant sur « *l'infiltration des services de renseignement étrangers et d'officines* ». Trois jours plus tard, neuf hauts responsables issus du pouvoir judiciaire, de l'Organisation des prisons, de l'Inspection générale du pays, des organes de sécurité, des Gardiens de la révolution ou du Bassidj ont été destitués et remplacés. Cette prétendue « réforme » est avant tout destinée à renforcer la capacité répressive du régime face aux soulèvements à venir.

Le Guide suprême, l'ayatollah Mojtaba Khamenei, a ainsi remplacé le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale (CSSN) par Mohsen Rezaï, ancien haut commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) pendant la guerre

Iran-Irak. Ce changement soudain place ce dernier au cœur du processus décisionnel en matière de sécurité nationale. La nomination de Hossein Taëb à la tête du Bassidj en constitue un autre exemple. Taëb, ancien chef du renseignement des Gardiens de la révolution, est une figure majeure de l'appareil sécuritaire iranien, associée notamment à la répression des soulèvements populaires et des opposantEs.

Une économie en lambeaux

Washington renforce encore le blocus maritime et les sanctions. Le 20 août, les États-Unis ont annoncé de nouvelles mesures menaçant tout pays qui aiderait l'Iran à les contourner ou entretiendrait avec lui des relations commerciales. Si elles étaient effectivement mises en œuvre, la situation économique et sociale deviendrait encore plus critique pour l'immense majorité de la population. Conséquences immédiates : nouvel effondrement de la monnaie nationale et nouvelle flambée des prix. Le blocus du détroit d'Ormuz affecte durement les

importations. À titre d'exemple, les exportations de médicaments de l'Inde vers l'Iran ont diminué. En août 2026, une société pharmaceutique iranienne a annoncé une hausse moyenne de 117 % du prix de 82 médicaments, certaines molécules augmentant de plusieurs centaines de %. Ainsi, entre septembre 2025 et septembre 2026, le prix de l'amoxicilline a augmenté de 284 %, celui de l'ibuprofène de 110 %.

À cela s'ajoute une importante pénurie d'essence, qui pousse le régime à réduire les subventions et à limiter la consommation. Cette situation illustre les difficultés croissantes de production, d'importation et de distribution des carburants.

L'inquiétude des dirigeants iraniens

Le président du Parlement, Mohammad-Bagher Ghalibaf, déclarait le 21 août : « *Nous pouvons disposer de toute la puissance militaire que nous voulons, mais sans circulation financière, croissance économique et production nationale,*

À lire sur le site Tribune contre la guerre impérialiste et contre la répression



Nous publions sur notre site une importante tribune signée par de nombreux anciens prisonniers politiques, militantEs, universitaires et intellectuelEs iraniens, qui refuse toute logique de camp. Contre la guerre et les ingérences impérialistes comme contre la répression de la République islamique, elle appelle à soutenir les prisonnierEs politiques et les luttes populaires en Iran.

No comment

*Il y a des gens là-bas qui ne méritent pas de vivre...
Ce ne sont même pas des êtres humains.*

ITAMAR BEN-GVIR, ministre israélien de la Sécurité nationale, à propos des GazaouiEs, dans *The Guardian*, le 3 septembre 2026. Dans le même entretien, il préconise « *30 à 40 assassinats ciblés par nuit* » à Gaza. La déshumanisation n'est ici même plus implicite : elle sert explicitement à légitimer la mise à mort à grande échelle.

Agenda

Vendredi 11 septembre, rassemblement contre le projet de porcherie industrielle au bord du lac de Vassivière, Limoges (87). À 17h30, parking des Casseaux.

Du vendredi 11 au dimanche 13 septembre, Fête de l'Humanité, La Base 217 du Plessis-Pâté et de Brétigny-sur-Orge (91). Retrouvez le NPA-l'Anticapitaliste avenue Bobby Sands (lire page 7).

Mercredi 16 septembre, rassemblement de soutien à Élias d'Imzalène, Paris (75). À partir de 12h30, cour d'Appel de Paris, 10, boulevard du Palais, métro Cité.

Samedi 19 septembre, manifestations « Pas d'étés à 50° » à Genève, Lausanne, Fribourg, Bienne, etc., Suisse.

Dimanche 20 septembre, Marche nationale unitaire « Non au permis de tuer! », Paris (75). À 13h à République.

Lundi 21 septembre, Centre d'études marxistes « Quel anticapitalisme sur une planète qui brûle? », avec Alexis Cukier et Christine Poupin, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Samedi 26 septembre, Marches pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale. À Paris, dès 12h à République.

Dimanche 27 septembre, Dimanche deter pour les terres de Gonesse!, Gonesse (95). De 10h30 à 18h sur le Triangle de Gonesse.

Samedi 3 octobre, mobilisation « Stop pesticides », Saint-Pierre-la-Garenne (27). Dès 12h pour une fête paysanne et une grande manifestation, à l'initiative, entre autres, de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la Terre et de Cancer Colère.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RDC Tripatouillage constitutionnel

L'opposition appelle à une grande manifestation le 15 septembre contre un troisième mandat de Tshisekedi, qui riposte par un dialogue national taillé sur mesure.

Officiellement, le second et dernier mandat de Félix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo (RDC), se termine à la fin de l'année 2028. Mais ce dernier, dans plusieurs de ses déclarations, s'est dit prêt à briguer un troisième mandat si « le peuple le désire ».

Les grandes manœuvres présidentielles

À cette fin, la majorité présidentielle a présenté une loi référendaire permettant de modifier la Constitution et validée par la Cour constitutionnelle le 30 juillet. Un changement de la loi fondamentale permettrait donc à Tshisekedi de remettre les compteurs à zéro et de se présenter pour un nouveau mandat. Un tour de passe-passe classique dont de nombreux potentats ont usé. Cette offensive du pouvoir se déroule alors que l'épidémie d'Ebola est hors de contrôle et que la milice M23/AFC (Alliance Fleuve Congo), soutenue par le Rwanda, occupe militairement une grande partie de l'est du pays. Les caciques du pouvoir utilisent cette situation pour imposer l'idée que toutes les personnes critiquant le gouvernement seraient à la solde du Rwanda. L'opposition s'est constituée en un front contre le troisième mandat, appelé Coalition 64 (C64) en référence à l'article 64 de la Constitution, qui stipule : « *Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution.* »

Cette coalition a exigé l'instauration d'un dialogue national permettant de traiter les problèmes sociaux, économiques et sécuritaires auxquels est confrontée la RDC.

Diviser l'opposition et gagner du temps

Refusée catégoriquement par Tshisekedi dans un premier temps, en dépit de la pression de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), qui représente un poids non négligeable dans la société, cette proposition a finalement été acceptée par le président, mais à ses conditions. Il a fixé plusieurs lignes rouges : la non-participation des soutiens au M23/AFC — il vise notamment l'ancien chef de l'État Joseph Kabila, condamné à mort pour trahison ; la non-remise en cause du vote des Congolais, une façon de s'assurer que son pouvoir ne sera pas contesté.

Il a également défini les modalités du dialogue, qui se déroulera d'abord par région, avant d'être centralisé à l'échelle nationale, à Kinshasa, la capitale.

Si la CENCO semble s'accommoder de ces modalités, l'opposition dénonce l'oukase contre le M23/AFC qui, s'il est effectivement soutenu par le Rwanda, n'en est pas moins révélateur de problèmes bien réels concernant l'attribution des terres et le contrôle des richesses minières. En l'absence de calendrier, la Coalition 64 soupçonne Tshisekedi de jouer la montre afin d'établir, à la fin de son mandat, un gouvernement de transition en profitant du caractère hétérogène et vénal de l'opposition pour en intégrer une partie.

Déjà, lors des dernières élections présidentielles et législatives, Tshisekedi avait réussi à débaucher nombre d'opposantEs, ce qui lui avait permis de bénéficier d'une confortable majorité au Parlement, en utilisant les mêmes méthodes que Joseph Kabila. Ce dernier était resté au pouvoir deux ans après la fin officielle de son mandat, en nommant Samy Badibanga et Bruno Tshibala comme Premiers ministres issus de l'opposition.

Au-delà de la lutte pour les droits démocratiques, l'absence d'une force sociale et/ou politique attachée aux intérêts de la population risque de faire perdurer encore longtemps le pouvoir de ces responsables politiques véreux.

Paul Martial

Comme prévu, les élections servent de prétexte à une déferlante de propos racistes et génocidaires. La quasi-totalité de la société israélienne s'accorde sur l'essentiel : acceptation du génocide et refus de tout État palestinien. Ben-Gvir surenchérit avec une vidéo mettant en scène les camps de concentration où les prisonniers palestiniens sont affamés, tandis que Smotrich promet l'annexion de la Cisjordanie. Ils appartiennent certes à l'extrême droite israélienne, mais Netanyahu comme ses « opposants » font campagne sur le dos des PalestinienNEs, ou plutôt de leurs cadavres.

Liban, Gaza, Cisjordanie... l'horreur continue

Au Liban, Israël a repris ses attaques militaires, prenant prétexte de l'envoi de deux drones FPV par le Hezbollah pour bombarder massivement le sud de Nabatiyé, déjà lourdement touché. Plusieurs frappes israéliennes ont fait des mortEs à Gaza, notamment des enfants, en pleine rentrée des classes. C'est en Cisjordanie que la situation se tend le plus. Le 2 septembre, à Masafer Yatta, l'armée israélienne a détruit sans avertissement les habitations de 12 familles palestiniennes, jetant à la rue 70 personnes, dont 28 enfants. Il s'agit de la 66^e communauté palestinienne entièrement déplacée depuis octobre 2023, tandis que des

GAZA/CISJORDANIE/LIBAN Israël continue le nettoyage ethnique

Alors que les élections israéliennes provoquent une nouvelle surenchère raciste et génocidaire, le nettoyage ethnique se poursuit à Gaza, au Liban et surtout en Cisjordanie. Expulsions, colonies et projet E1 accélèrent une annexion organisée avec la complicité des puissances occidentales.

déplacements partiels en ont laissé des milliers d'autres personnes sans abri. À cela s'ajoutent les 32 000 réfugiéEs expulséEs en janvier 2025 des camps de Jénine, Tulkarem et Nour.

Les quatre premiers mois de 2026 ont connu autant de déplacements forcés en Cisjordanie que toute l'année 2025. Les violences ont par ailleurs fait près d'un millier de blesséEs et 23 mortEs. Sous le gouvernement de Netanyahu, les colons israéliens ont établi 248 nouvelles implantations en Cisjordanie, dont 65 depuis le début de l'année. Le projet colonial est organisé par toutes les instances de l'administration israélienne : tout en feignant de critiquer la violence des colons, l'État planifie leur implantation, leur équipement et leur protection.

Les colons en avant-garde de l'État israélien

L'État israélien s'appuie sur ces groupes semi-civils et semi-militaires pour poursuivre ses projets tout en masquant son implication, si tant est que



cela soit encore un objectif en 2026. Le projet colonial est en effet de moins en moins dissimulé. Des personnalités israéliennes le décrivent désormais comme tel, à l'image d'E. Sneh, ancien ministre, qui assume le « *nettoyage ethnique* » dans le *New York Times*.

Mais les colons ouvrent toujours la voie à l'État israélien : à la mi-août, le ministère du Logement a lancé un appel d'offres portant sur 1 234 logements coloniaux dans la zone dite E1. Considérée comme « vide », celle-ci s'étend de l'est de Jérusalem à la frontière jordanienne dans la zone C. Près de 5 000 PalestinienNEs y vivent pourtant et sont menacés d'expulsion. L'appel d'offres expire la veille des élections : une manœuvre grossière pour

imposer le fait accompli. La construction d'E1 couperait la Cisjordanie entre le nord et le sud et fragmenterait davantage les confettis territoriaux d'un hypothétique État palestinien.

La France doit bloquer le financement de l'annexion

Les condamnations internationales se multiplient sans être suivies d'effet. En août, sept pays occidentaux — le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Canada et la Norvège — ont jugé ces appels d'offres « inacceptables », estimant qu'ils compromettraient la solution à deux États en rompant la continuité territoriale palestinienne. Comme d'habitude, ils se contentent de décrire ce qu'ils laissent advenir. Interpellé à l'université sur la complicité française, Jean-Noël Barrot a affirmé, sans ironie, que la France était le pays ayant le plus fait pour les PalestinienNEs. La construction d'E1 est un projet colonial d'épuration ethnique dans un contexte génocidaire. Plusieurs banques européennes, notamment françaises, sont sollicitées pour financer ces implantations, au risque de se rendre complices d'un crime contre l'humanité. L'État qui prétend faire le plus pour la Palestine pourrait commencer par le leur interdire.

Édouard Soulier

EUROPE Ukraine, résistance civile et militaire contre Poutine

La société ukrainienne résiste sur les plans militaire et civil. Pour lui apporter un soutien concret, un convoi international de solidarité prendra la route de l'Ukraine fin novembre.

Les gains ukrainiens sur la ligne de front, même limités, marquent l'impuissance de l'armée russe à réaliser des avancées territoriales déterminantes.

Les frappes russes rendent la vie impossible

Les UkrainienNEs évitent l'effondrement des lignes défensives qui aurait mis en danger la survie même de leur nation indépendante. L'impressionnante capacité d'innovation ukrainienne dans la maîtrise des drones a permis de compenser, en partie, les sous-effectifs et les carences en armes défensives. Mais Kyiv sait que Poutine cherche à compenser les pertes de soldats par une nouvelle et impopulaire mobilisation de masse, combinée à des investissements d'adaptation technologique. La débauche de bombardements russes en Ukraine se déplace du front vers l'arrière et des militaires vers les civilEs. Les frappes, de jour comme de nuit, rendent la vie quotidienne insupportable, mettent en danger les travailleurEs et paralysent les infrastructures essentielles. La défense aérienne ukrainienne est impuissante à contrer ces attaques criminelles, faute d'intercepteurs et de missiles antiaériens.

Une impressionnante résilience civile

Pourtant, malgré les souffrances subies, une impressionnante résilience civile s'exprime par mille initiatives de soutien direct et indirect à la résistance militaire, mais aussi par des manifestations civiques contestant certaines décisions gouvernementales, notamment dans la lutte contre la corruption ou la défense des droits sociaux, sans que personne sache quand le cauchemar prendra fin.

C'est en Ukraine, dans cette double résistance militaire et civile, que bat aujourd'hui le cœur du front antifasciste international à construire. Il se heurte à un front aberrant réunissant des forces d'extrême droite et des forces de gauche « campistes », voire pro-Poutine, prônant « la paix » tout en voulant priver l'Ukraine des moyens de résister au fascisme russe.

Or, cette résistance ukrainienne passe, depuis des mois, par l'exportation de la guerre en Russie par voie aérienne et, au sol, par la multiplication d'actions spectaculaires de sabotage et d'assassinats ciblés de criminels galonnés. Il s'agit pour Kyiv de s'en prendre aux infrastructures et aux ressources de la Russie, notamment pétrolières, pour désorganiser et affaiblir la capacité offensive globale de l'armée russe. Il s'agit aussi de rendre la guerre difficilement supportable pour le peuple russe, qui commence à perdre confiance dans le régime. Malgré la répression, de plus en plus de voix pourraient s'élever contre la poursuite de la guerre, quelques jours avant des élections législatives sans opposition légalement reconnue.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA

Plus que jamais, soutenir le peuple ukrainien

Le Réseau international de solidarité avec l'Ukraine organise, fin novembre, un Convoi international de solidarité pour y achever de l'aide et sensibiliser les opinions publiques à la solidarité entre les peuples. Syndicats, mouvements sociaux et représentantEs politiques défendent les droits nationaux et sociaux de l'Ukraine et plaident pour une paix juste et durable, et non pour une paix imposée aux victimes. Objectifs : remettre l'Ukraine au cœur du débat public européen ; apporter une aide humanitaire au peuple ukrainien qui se prépare à affronter les horreurs d'un nouvel hiver sous les frappes russes ; construire un réseau de collaboration entre les sociétés civiles européennes et ukrainiennes.

Le convoi empruntera trois itinéraires : une colonne méridionale partira de Barcelone et d'une ville italienne, encore à déterminer ; une colonne centrale, d'Irlande, d'Angleterre et d'Écosse ; la troisième, de Norvège. Toutes se rejoindront en Pologne avant d'entrer en Ukraine. Le convoi vise à donner de la visibilité, à écouter et à soutenir celles et ceux qui résistent et maintiennent en vie le tissu social du pays. Cette gauche ukrainienne démocratique et antiautoritaire est présente au sein de syndicats indépendants, d'organisations féministes et trans, de mouvements sociaux et de réseaux de bénévoles qui défendent, en pleine guerre, les droits nationaux, sociaux, démocratiques et du travail.

URGENCE ANTIFASCISTE 2027

RACISME, ISLAMOPHOBIE, VIOLENCES SOCIALES COMBATTRE LE RN, UNITÉ À GAUCHE

À huit mois de la présidentielle, le danger de l'extrême droite reste entier. Le RN prospère sur le racisme, l'islamophobie et la crise sociale, tandis que la bourgeoisie continue de se droitiser. À gauche, les forces qui se disent « non mélenchonistes » patinent, mais une dynamique existe autour de Jean-Luc Mélenchon. L'enjeu est d'en faire le point d'appui d'un front antifasciste, social et politique, capable de rassembler largement et de rouvrir un espoir. Dossier coordonné par la rédaction

Le danger RN est entier

La campagne de Marine Le Pen aurait mal commencé. Sa condamnation pèse sur ses déplacements, Bardella renâcle sur le voile ou les retraites et les rivalités entre entourages s'étalent dans la presse. Ces désaccords ne doivent pas masquer l'essentiel : rien de tout cela n'entame sérieusement la dynamique du RN.

La force du RN ne repose pas sur l'harmonie de son état-major. Elle se nourrit de la crise sociale et du discrédit des partis, de droite comme de gauche, qui ont gouverné ces dernières décennies. Le RN a progressivement imposé une lecture raciste de la crise : au lieu de désigner le capitalisme et les politiques à son service comme étant à l'origine de la précarité et de la destruction des services publics, il en fait porter la responsabilité aux « étrangers » — entendu non pas seulement au sens administratif, mais comme catégorie ethno-raciale. Car derrière les hésitations tactiques, le socle ne bouge pas : autoritarisme, préférence nationale, obsession migratoire, racisme, et tout particulièrement islamophobie. Le débat interne sur l'interdiction du hijab dans l'espace public est éclairant : Marine Le Pen a tranché et l'interdiction reste au programme, soumise à référendum. C'est pourquoi se rassurer de ce début de campagne serait une faute. Le RN a à peine besoin de faire campagne. Fascisation et crise sociale s'alimentent mutuellement : tant que les perspectives d'amélioration pour tous sont éloignées, la « peur du déclassement » se croise avec le racisme qui structure toute la société, la division du travail et les « relations internationales ». Or une victoire du RN lui donnerait les commandes d'un appareil d'État déjà autoritaire — police, justice, institutions — pour frapper d'abord les non-Blanches, les femmes, les LGBTI+, puis l'ensemble de notre camp social. Le danger RN n'est donc pas derrière nous, bien au contraire. Le combattre exige de reconstruire l'espoir social comme de former un front antifasciste et antiraciste, dans les luttes comme dans les urnes. Nous devons être ensemble dans la rue le 24 octobre à Orléans contre la tenue de son congrès.

Édouard Sulalat

À gauche, l'urgence antifasciste doit s'imposer

À huit mois de la présidentielle, la « gauche non mélenchoniste » offre surtout le spectacle de son propre embourbement. Pendant ce temps, la campagne de Jean-Luc Mélenchon avance. Pour le NPA-l'Anticapitaliste, l'enjeu est de contribuer à en faire le point d'appui d'un front social et politique capable de battre l'extrême droite et de rouvrir un espoir.

La « gauche non mélenchoniste » embourbée
De leur côté, les adhérents du PCF ont validé la candidature de Fabien Roussel à 72%. Mais le parti s'érode : 37 620 adhérents étaient appelés à voter en 2026, contre 49 231 en 2018, tandis que son poids électoral national s'affaiblit.

La « grande primaire » de la gauche hors LFI a fini par se réduire à une primaire du pôle PS/Place publique. Sept candidats sont déjà annoncés : Raphaël Glucksmann, Olivier Faure, Jérôme Guedj, Philippe Brun, Ségolène Royal, Emmanuel Maurel et Fabien Verdier, sans qu'on sache s'ils pourront débattre ensemble. François Hollande, lui, attend son heure : il compte sur l'écroulement de la candidature issue de la primaire et publie un livre-programme.

François Ruffin, tout en « se reniflant » avec Dominique de Villepin, frappe à la porte de la primaire, ce qui divise les organisateurs. Les Écologistes et l'Après, qui avaient beaucoup misé sur une primaire large, se retrouvent sans débouché évident et sont divisés sur la marche à suivre.

Ce qui est sûr, c'est qu'il y aura une candidature de centre gauche, réduite à un socle social-libéral, qui aura bien du mal à porter un programme enthousiasmant et dont la campagne risque dès lors de se réduire largement à faire campagne contre : contre

le RN, contre la droite, mais aussi contre la campagne de Mélenchon.

La dynamique existe

En face, la campagne de Mélenchon déroule. LFI dispose d'un candidat identifié, d'un programme et d'une force militante. Elle parvient à imposer dans le débat public des questions comme les salaires, les retraites, la planification écologique... Ce n'est pas notre programme, nos divergences avec LFI sont réelles et il n'est pas rare que nous tiquions devant telle ou telle déclaration. Mais c'est aujourd'hui la seule candidature

PRÉSIDENTIELLE :
GLUGLU RENTRE EN PISTE!



qui rassemble à une échelle de masse sur une ligne de rupture à gauche avec le macronisme. Elle peut devenir le point d'appui électoral d'un front social et politique beaucoup plus large contre l'extrême droite. C'est le sens de l'orientation adoptée en juin par le NPA-A : ne pas ajouter une candidature supplémentaire, construire un large front antifasciste, qui ne s'arrête pas aux élections, et œuvrer au rassemblement de la gauche pour porter une rupture.

Faire front

L'enjeu est que cette dynamique déborde largement LFI

et rassemble forces politiques, syndicales et associatives, collectifs antiracistes, féministes, LGBTI+ et écologistes, ainsi que toutes celles et ceux qui veulent empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et éviter un duel droite-RN.

Nous prendrons toute notre part à cet effort, en conservant notre indépendance politique, nos expressions et nos mobilisations. Quel que soit le résultat, il faudra des luttes, des grèves et de nombreux militantEs formés et organisés pour imposer une rupture, résister à la fascisation et construire une autre société.

Manon Boltansky

Clap de fin pour le bloc « droite-macroniste » ?

« [Le surgissement du fascisme] n'est pas une agression extérieure, mais une décomposition intérieure » (Theodor W. Adorno, 1967).

Alors qu'une partie de la gauche n'imaginerait qu'un second tour Le Pen-Mélenchon, il est un autre acteur dont nous aurions tort de sous-estimer la responsabilité dans la fascisation actuelle.

Attal, Philippe et Retailleau cherchent à construire un bloc post-macroniste capable de survivre à Macron, en assumant un déplacement toujours plus net vers la droite : propos islamophobes, surenchères sur l'immigration, défense de la loi « permis de tuer », mise à sac de la protection sociale et des retraites, saignées dans les services publics et la protection environnementale...

Cette politique est lourde de conséquences : elle légitime les idées réactionnaires, accentue la casse sociale et démocratique qui nourrit

le RN et favorise le transfert de l'électorat libéral vers l'extrême droite. On le constate en Saxe-Anhalt, où la percée de l'AfD est largement alimentée par l'ancien électorat FDP/CDU. Mais c'est le cas également en France, où une partie importante de l'électorat âgé, longtemps acquis à la droite, se tourne désormais vers le RN.

Cette droitisation ne signifie pas nécessairement la disparition de ce bloc. Attal, Philippe, Retailleau et d'autres peuvent encore tenter d'en recomposer les différentes fractions

autour d'un programme mêlant austerité, autoritarisme et offensive réactionnaire. Nous ne devons pas oublier que, dans la résistible ascension du fascisme, le bloc bourgeois est le marchepied — et qu'il n'a pas dit son dernier mot.

La risque d'un duel entre l'extrême droite et un post-macronisme unifié à droite n'est pas mince. Nous devons la conjurer de toutes nos forces, par la mobilisation et la perspective d'une rupture anticapitaliste.

Jim Maussart

RÉPRESSION Procès en appel de l'affaire «Lafarge Val-de-Reuil»: un arrêt très politique

Pour mémoire, le 10 décembre 2023, une centaine de militantEs en tenue blanche investissaient pendant une dizaine de minutes une centrale à béton du groupe Lafarge située à Val-de-Reuil, dans l'Eure.

En avril 2024, la SDAT (Sous-direction anti-terroriste) procédait à 17 interpellations et 9 personnes étaient renvoyées devant le tribunal d'Évreux pour «association de malfaiteurs», «dégradations», «séquestration» et, pour certainEs, «refus de prise d'empreintes et de prélèvement ADN». Les quatre condamnéEs avaient fait appel devant la cour d'appel de Rouen.

Un procès politique

Lors des deux jours du procès en appel, les 1^{er} et 2 juin derniers, la présidente n'a cessé d'affirmer qu'un procès n'était pas le lieu pour faire de la politique. Pourtant, à la lecture de l'arrêt que cette même cour a rendu fin août, on ne peut être que convaincu, au contraire, de la teneur très politique de la décision.



DR

La cour d'appel a donc choisi de confirmer les condamnations, et elle est même allée plus loin en requalifiant les faits en complicité de dégradation pour trois des prévenuEs. Comble de l'ironie, ou de la provocation, elle les a condamnés à payer 5 000 euros de frais de justice à Lafarge. Ce même groupe Lafarge vient d'être condamné pour avoir financé à hauteur de 5 593 897 euros des groupes armés et des organisations terroristes en Syrie. La cour d'appel a également rejeté l'ensemble des exceptions de nullité déposées par les avocatEs des prévenuEs, prenant pour argent comptant tous les éléments apportés par l'enquête de police et validant l'utilisation des moyens de l'antiterrorisme, malgré des irrégularités flagrantes. Les procès-verbaux sont rédigés par des fonctionnaires de police anonymes, uniquement identifiés par leur matricule ? Pas de problème pour la cour. Par là même, elle valide la répression des mouvements écologistes, y compris par les moyens de l'antiterrorisme. C'est de la politique. Souvenons-nous de Darmanin qualifiant les manifestantEs de Sainte-Soline d'«écoterroristes».

L'État de droit attaqué

Les avocatEs demandent la nullité de l'exploitation des données LAPI (lecture automatisée des plaques d'immatriculation) pour cause de défaut de réquisitions et de défaut d'habilitation du policier ayant consulté les données ? Pas de réquisition, pas d'habilitation, pas de problème pour la cour. Ce que la police donne comme «preuve» ne peut être questionné. C'est bien de politique qu'il s'agit, et d'une question de fond qui va bien au-delà de cette seule affaire. C'est la question de l'État de droit et de son devenir, dans un contexte où l'extrême droite se voit déjà à l'Élysée. C'est de la politique et c'est un déni de justice. C'est pourquoi les quatre condamnéEs, dont nos deux camarades du NPA-A, vont se pourvoir en cassation. Le combat continue !

Alex Bachman

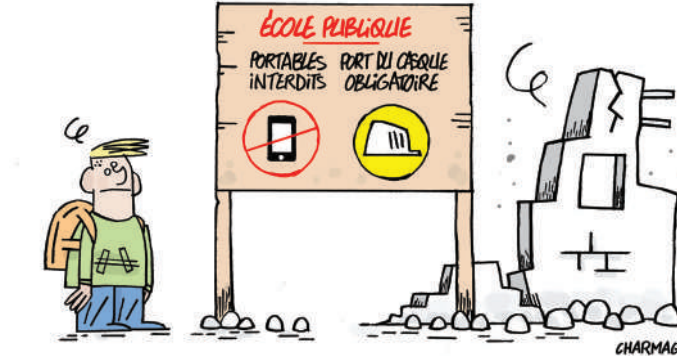
ÉDUCATION NATIONALE Rentrée 2026 : l'Éducation sous le choc patronal

Des classes étouffantes à 40 °C en juin, gérées dans l'improvisation, puis cet été une fuite massive de données personnelles liée au sous-investissement dans le numérique public : les derniers mois ont étalé au grand jour la négligence du ministère. Loin d'en tirer les leçons, le gouvernement aborde la rentrée 2026 en accélérant son offensive contre l'enseignement public.

Urgence écologique et délabrement des infrastructures sont sciemment ignorés pour faire place à la seule priorité : appliquer une austérité comptable féroce. Entre suppressions de postes massives et généralisation du tri social, ce service public est méthodiquement détruit.

La logique comptable contre l'école publique

Pour cette rentrée, le gouvernement prétexte le recul démographique pour justifier une nouvelle saignée : 4 000 suppressions de postes d'enseignantEs sont actées, dont 1 891 dans le premier degré et 2 100 dans les collèges et lycées. Plutôt que de diminuer les effectifs par classe pour améliorer les conditions d'apprentissage et de travail, l'État choisit l'austérité. Cette politique aggrave la pénurie structurelle. Dès début septembre, le manque de rempla-



çantEs est flagrant. Pour coller du personnel devant les élèves, l'Éducation nationale fait tourner la machine à sous-traiter : recrutement express de contractuelEs précaires. Même mépris pour les AESH et les AED maintenuEs sous le seuil de pauvreté avec des contrats morcelés. Pendant ce temps, le discours officiel sur la «revalorisation» ne trompe personne. Face aux rémunérations moyennes artificiellement gonflées par le ministère, la réalité reste celle d'un

net déclassé par rapport aux homologues européens. L'inflation ronge des salaires bloqués, tandis que les artifices du «Pacte» cherchent à faire travailler plus pour briser le statut collectif.

L'École au service de la division de classe

Au-delà de l'asphyxie financière, l'offensive vise à transformer la nature même de l'institution. La généralisation des dispositifs du «Choc des savoirs» et des évaluations standardisées s'inscrit dans une logique claire : organiser le tri précoce des enfants des classes populaires. En imposant des groupes de niveau et une gestion managériale, le ministère détruit la liberté pédagogique et

transforme l'enseignement en machine à sélectionner. Ce démantèlement du secteur public fait le jeu du privé. Alors que les écoles publiques tombent en décrépitude, l'enseignement privé, majoritairement sélectif, continue de capter d'importantes ressources publiques sans contrepartie sociale. Une politique délibérée qui alimente la ségrégation et façonne une école à deux vitesses. Cette offensive s'accompagne d'une militarisation croissante de l'école, avec la multiplication des partenariats militaires et des parcours d'engagement qui renforcent la présence de l'armée au sein même des établissements scolaires.

Construire la riposte toustes ensemble

Les résistances locales ne suffiront pas à faire plier ce pouvoir. La crise de l'Éducation nationale n'est pas un problème corporatiste : c'est une attaque directe contre toute notre classe. La riposte doit s'organiser à la base dès maintenant. Il faut multiplier les assemblées générales avec les parents d'élèves et les collectifs de précaires, pour lier la défense de l'école aux autres fronts de lutte (santé, transports, vie chère). Pour imposer l'abrogation du «Choc des savoirs», l'arrêt des suppressions de postes et le versement de vrais salaires, la stratégie est claire : construire un rapport de force interprofessionnel par la grève reconductible, dont la date du 29 septembre pourrait être le premier jalon.

Radu Varl



À lire sur le site

Des assises contre le néolibéralisme à l'université : un départ encourageant, par Anne Cravero et Hafiza b. Kreje (Commission ESR)

ISLAMOPHOBIE

Hijab : ne pas sous-estimer l'offensive raciste du RN

La proposition du RN d'interdire le hijab dans l'espace public appelle une riposte qui ne doit pas faire comme si la police du vêtement n'existait pas déjà, ni comme si l'extrême droite en était seule responsable.

Au moment même où, comme à chaque rentrée, l'islamophobie d'État met des jeunes filles à la porte des établissements scolaires, Jean-Philippe Tanguy a annoncé un accord interne au RN sur l'interdiction du hijab dans l'espace public.

Aggravation de l'islamophobie d'État

Notre position ne varie pas : être musulmane n'est pas un délit, la religion musulmane n'a pas à être cachée et la liberté de conscience vaut pour toutes et tous. Les arguments du RN sont racistes et sexistes. Mais le RN n'invente pas une police du vêtement, qui existe déjà : loi de 2004, loi de 2010 contre le niqab, arrêtés antiburkini, exclusions au travail, loi séparatisme, chasse aux abayas en 2023. Le RN étend la logique de la loi de 2004, qui a fait du hijab un problème susceptible de donner lieu à des interdictions toujours plus larges. Ainsi, certainEs dénoncent aujourd'hui la position du RN tout en ayant participé à la rendre possible, comme Gabriel Attal, le chasseur d'abayas, qui peut bien invoquer un désaccord de «choix de société»... Résumer l'islamophobie à l'extrême droite délivre à ses coproducteurEs un brevet d'innocence à peu de frais.

Prendre le racisme au sérieux

Il ne faut pas réduire cette annonce à un coup de communication, même s'il s'agit bien entendu aussi pour le RN de reprendre la main sur l'agenda médiatique. Le racisme n'est



pas un écran de fumée devant les «vraies» questions sociales : il est l'un des rapports par lesquels cet ordre se reproduit. Et il a des effets bien concrets sur celles et ceux qui le subissent.

Faire comme si la loi n'était pas applicable, c'est passer à côté du fonctionnement du racisme et de la fascisation en cours. Comme le souligne Sihame Assbague, opposer la figure de «sœur Emmanuelle» à celle de «sœur Fatima» manque la cible. Quand

certainEs demandent comment les policiers feront la différence entre un hijab et d'autres couvre-chefs, il suffit de se rappeler ce qui s'est passé pour les abayas dans les établissements scolaires. Selon qui portait une jupe longue, le tri racial s'est opéré en toute tranquillité.

On entend aussi que la police refuserait d'obéir. Penser que l'institution qui harcèle quotidiennement les jeunes non-Blancs serait un rempart contre l'islamophobie, c'est attendre d'elle le contraire exact de ce qu'elle est.

La Constitution ne nous sauvera pas davantage : elle n'a empêché ni la loi de 2004, ni celle de 2010, ni la loi «séparatisme». Le RN prévoit en outre de contourner l'obstacle constitutionnel par un référendum fondé sur l'article 11, afin d'inscrire la priorité nationale dans la Constitution.

Ne pas attendre 2027

Battre le RN dans les urnes est nécessaire. Mais l'islamophobie a été institutionnalisée par des gouvernements de droite comme de gauche et ne reculera pas par la seule alternance électorale. Elle doit être combattue dès maintenant par une mobilisation antiraciste, capable d'imposer ses exigences à l'ensemble de notre camp social et politique. C'est pourquoi il est de la plus haute importance de mener une campagne antiraciste et antifasciste contre l'islamophobie, et donc contre toutes les lois islamophobes, à commencer par celle de 2004, matrice d'une extension indéfinie de la prohibition du hijab. Nous réitérons notre soutien aux femmes musulmanes et à l'ensemble de la communauté musulmane, visée par des mesures d'exception à répétition.

Olivier Lek Lafferrière



À lire sur le site

Soutien à Amin Original, interpellé pour «apologie du terrorisme» pour avoir prié sur une place publique, par Hafiza b. Kreje

Culture

ESSAI *La sommation technologique, d'Irénée Régnauld*

Éditions La Fabrique, 2026, 208 pages, 16 €.

L'offensive technofasciste, on en parle beaucoup à travers des figures de la tech étatsunienne comme Elon Musk (X, Tesla, SpaceX), Peter Thiel (Palantir) ou Sam Altman (OpenAI). Pourtant, en France, des forces s'affirment et décident de faire de la puissance technologique, notamment via l'IA, un programme autoritaire. Le projet « technofasciste » réunit ainsi des dirigeants politiques et de la tech et s'inscrit dans la continuité de décennies de durcissement autoritaire : surveillance numérique et contrôle des populations désignées comme des menaces.

Une histoire de l'autoritarisme technologique français

Cet essai commence par retracer la longue histoire de l'autoritarisme technologique en France, en évoquant les algorithmes de la CAF et leurs dispositifs de scoring pour orienter les contrôles vers les profils les plus précaires, les politiques sécuritaires de Sarkozy après le 11-Septembre, fondées sur un consensus autoritaire et islamophobe, ainsi que l'installation de caméras dans les villes françaises. La loi Sécurité globale a également, entre autres, facilité la surveillance des manifestations. Ces deux décennies ont permis le développement d'« *instrumentation de surveillance et de répression d'une sophistication sans commune mesure avec les États dans l'entre-deux-guerres* », selon notre camarade Ugo Palheta.

L'auteur évoque aussi Laurent Alexandre, fondateur de Doctissimo et de l'Institut Sapiens, mais surtout chantre du transhumanisme, dont les idées libertariennes rejoignent rapidement celles de l'extrême droite, comme en témoigne son rapprochement avec Marine Le Pen et Jordan Bardella. Son combat : défaire une « *gauche décroissantiste et antiscientifique* » pour éviter de devenir le « *Zimbabwe de 2080* ». L'auteur évoque aussi, dans cette section, les proximités idéologiques des macronistes avec les idées de Musk et de Milei. En France, on parle ainsi d'une « simplification » qui cache en réalité une destruction des normes environnementales, notamment pour installer plus rapidement des centres de données comme le projet Campus IA de Fouju.

Critique réactionnaire et critique émancipatrice des technologies

Ensuite, l'auteur revient sur le courant « technocritique » et évoque certaines de ses tendances, qu'on peut juger réactionnaires et que notre courant pourrait même qualifier de contre-révolutionnaires. Il évoque ainsi les collectifs Pièces et Main d'Œuvre (PMO) et Anti-Tech Resistance (ATR), des mouvements transphobes et sexistes qui ne se revendiquent « ni de gauche ni de droite » et qui prônent un retour à la nature. Enfin, l'essai propose une critique émancipatrice des technologies et défend une « démocratie technique ». Pour l'auteur, la technocritique doit remettre en cause les rapports de pouvoir, notamment le mode de production capitaliste, et revendiquer un contrôle social des technologies.

L'auteur propose ainsi d'établir une « souveraineté populaire » sur les technologies, mais également de se donner la possibilité de dénumérer certains usages. Les infrastructures doivent être socialisées, gouvernées en commun et orientées vers des finalités délibérées.

An Gwesped



RENDEZ-VOUS

Vie du NPA-l'Anticapitaliste
RENDEZ-VOUS Le NPA-A à la Fête de l'Huma 2026

Et si, en cette rentrée, on se retrouvait à la Fête de l'Humanité? Après un été lourd en températures et en crises, les raisons de faire la fête et de débattre sont nombreuses!



Comme chaque année, le NPA-l'Anticapitaliste sera présent à ce rendez-vous de la gauche politique, syndicale et associative.

Cette édition marquera sans nul doute le début d'une année chargée, tournée vers l'élection présidentielle de 2027. Notre organisation ayant fait le choix de ne pas présenter de candidatE cette fois-ci et d'œuvrer à une dynamique unitaire antifasciste pour 2027, cette Fête de l'Humana sera pour nous l'occasion de discuter avec d'autres forces de la gauche de rupture.

Le stand du NPA-l'Anticapitaliste accueillera des débats et des tables rondes tout le week-end pour évoquer les luttes qui font l'actualité. Violences policières, canicules, guerres, fascination de la société : la résistance est une nécessité !

Mais face à tous ces sujets qui font déprimer, la fête est aussi une nécessité. Le soir, on pourra décompresser : un line-up exclu-

sivement féminin et féministe
animera nos soirées et les drags
de la Contre-bande antifasciste
nous feront l'honneur de venir
nous présenter une performance
folle et engagée !

Faire la fête est politique et ce sera donc une belle occasion de se rencontrer, discuter, se rassembler et garder espoir pour les luttes à venir, en solidarité avec toutes les oppriméEs et les exploitéEs.

ANA

SOUSCRIPTION 2026

SOUSCRIPTION 2026 Deux défis distincts mais cohérents

Comme chaque fin d'année, le NPA-A lance une campagne de dons. Votre soutien financier est nécessaire pour faire face à deux défis distincts... en apparence seulement.

Le NPA a décidé de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle. Il ne restera pas l'arme au pied pour autant et son intervention aura un coût financier. Boucler le budget des travaux de notre local national également.

Intervenir dans la campagne et au-delà

La construction d'un front social et politique antifasciste large est une nécessité impérieuse. Il doit permettre de mobiliser par en bas notre camp social afin de battre l'extrême droite dans la rue comme dans les urnes, inverser la dynamique du rapport de forces entre les classes et répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques. Un tel front n'existe pas encore, mais des points d'appui existent. Concernant les urnes, et malgré ses limites, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la seule à même de rassembler les votes des classes populaires, d'accéder au second tour et peut-être de battre le RN. Concernant la rue, le chantier est immense et la campagne présidentielle pourrait être l'occasion de reconstruire une activité militante et unitaire de terrain à tous les niveaux.

Tout en œuvrant à la construction de ce front social et politique antifasciste, le NPA-A fera entendre sa propre voix, unitaire et révolutionnaire, durant la séquence de l'élection présidentielle. Face aux crises économiques, écologiques et démocratiques, face à l'impérialisme, au colonialisme, aux guerres actuelles et à celles qui se préparent, il avancera ses propositions programmatiques, qui s'inscrivent dans le



*Manifeste pour une révolution écosocialiste
de la IV^e Internationale.*

Ouvrir un nouveau lieu militant utile aux luttes

Le NPA-A et son imprimerie Rotographie ont pu acquérir fin 2025 leur local historique de Montreuil. Dans la foulée, le projet de rénovation d'une partie du rez-de-chaussée de ce bâtiment a pu se concrétiser. Les travaux ont débuté en juillet dernier. Il s'agit de créer un lieu militant ouvert, combinant un nouveau local pour la librairie La Brèche et une salle polyvalente attenante. D'une capacité d'accueil d'environ 100 personnes et équipée d'un bar, cette salle a vocation à accueillir divers types d'événements politiques au-delà du NPA-A, publics ou non. Si nous en sommes là, c'est grâce à votre générosité en 2024 et 2025. Ces travaux devraient se terminer en novembre ou décembre. Toutefois, l'ouverture d'un commerce et d'une salle aux normes des établissements recevant du public (ERP) nécessite de faire les choses dans les règles :

PROGRAMME	
Vendredi 11 septembre	
16h30	RENCONTRE LA BRËCHE Florian Bobin présente: <i>Cette si longue quête. Vie et mort d'Omar Blondin Diop</i>
18h	TABLE RONDE: <i>La Terre brûle</i> Avec Christine Poupin (NPA-A), Thomas Gibert (Confédération paysanne), Alex (Survie), Habib (A4), An (NPA-A), David Maenda Kithoko (Génération Lumière)
À partir de 22h30	SOIRÉE <i>Ne mixe pas, je m'en charge: les Meufs aux platines</i> Avec DJ Patrick Fesse et DJ Katya Corazon
Samedi 12 septembre	
14h	TABLE RONDE: <i>À bas l'État policier</i> Avec Édouard Soulier (NPA-A), Sara et Karelle (Œil au beurre noir), Lina Rhriissi (StreetPress), SAVE, Noémie Levain (La Quadrature du Net)
16h	RENCONTRE LA BRËCHE Marlène Benquet présente: <i>La finance aux extrêmes</i>
17h	MEETING: <i>Urgence antifasciste – #Antifa2027</i> Avec Olivier Besancenot (NPA-A), Manon Boltansky (NPA-A), Philippe Poutou (NPA-A), Salah Hamouri (Urgence Palestine), unE camarade kanak, unE gréviste du Samu Social et militantE de la CGT
21h	<i>Le Marteau et les faux-cils</i> , CABARET DRAG DE LA C.A.F. Avec Capu Sin, Simone de Boulevard, Prince S Jeanne et Noir Sir
À partir de 22h30	SOIRÉE <i>Ne mixe pas, je m'en charge: les Meufs aux platines</i> Avec DJ Missy Ness et DJ sara_labb
Dimanche 13 septembre	
11h	TABLE RONDE: <i>La résistible montée de l'extrême droite</i> Avec Lumi (journaliste et vidéaste), Daphné Deschamps (journaliste), Irene (autrice et militante féministe), Manon Boltansky (NPA-A)
13h	RENCONTRE LA BRËCHE Victor Duran-Le Peuch présente: <i>En finir avec les idées fausses sur l'antisémitisme</i>
15h	TABLE RONDE: <i>Jeunesse et luttes anti-impérialistes</i> Avec Katya Gritseva (Ukraine), Amyxus (créatrice de contenu), Maceo (militant des Jeunesses anticapitalistes engagé dans les flottilles), Sara (Œil au beurre noir)

[illegible]

NOM/PRÉNOM
 ADRESSE CODE POSTAL
 VILLE MONTANT €

Chèque à l'ordre de « **AFANPA** » à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : **AFANPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

recours à un architecte et à des bureaux d'études, réalisation des travaux par des professionnels, respect de toutes les normes de sécurité, avec les conséquences afférentes en termes de matériaux, de configuration des espaces, etc. Sans surprise, tout cela a un coût ! Aujourd'hui, plusieurs dizaines de milliers d'euros sont encore nécessaires afin de boucler le budget et ainsi régler la dernière facture de la société de travaux, qui nous sera transmise début 2027.

Intervenir dans la rue et dans les urnes dans le cadre de l'élection présidentielle, ouvrir un nouveau lieu militant tourné vers l'extérieur dans notre local rénové, voilà deux défis distincts mais en réalité cohérents. En nous soutenant financièrement, vous nous permettez d'être utiles au mouvement et de mettre en œuvre notre politique dans toutes ses dimensions, sur tous les terrains, à court, moyen et long terme. Nous aurons toujours besoin d'un lieu pour échanger, débattre, nous organiser, acheter des livres et faire la fête !

Lorapalm

DÉCOLONISATION Kanaky libre et indépendante: la jeunesse impose le renouveau face à l'ordre colonial

Par **Brenda Wanabo-Ipeze**, militante du Mouvement d'Union calédonienne et du FLNKS

Deux ans après le soulèvement historique de mai 2024, Kanaky (Nouvelle-Calédonie) continue de tracer sa voie vers la pleine souveraineté. Malgré les manœuvres répétées de l'État français pour imposer le dégel du corps électoral, les élections provinciales du 28 juin 2026 ont confirmé la poussée institutionnelle des indépendantistes. Porté par les exigences de la jeunesse mobilisée, le FLNKS maintient le cap: l'Accord de décolonisation de Nouméa de 1998 reste le seul socle légitime pour arracher l'émancipation totale du pays par l'indépendance.



BRENDA WANABO-IPEZE PAR CYRIELLE L.A.

Le 28 juin 2026, l'archipel a renouvelé ses représentants institutionnels. Face aux provocations coloniales, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) est resté droit dans ses bottes. Refusant les discussions biaisées, le mouvement historique a opposé une fin de non-recevoir à la stratégie divisionniste de Paris. L'enseignement majeur de ce scrutin réside dans le rajeunissement massif de ses représentants, tant dans les provinces qu'au Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Face aux provocations coloniales, le FLNKS est resté droit dans ses bottes

Ce passage de témoin était l'une des revendications centrales des jeunes Kanak insurgés en mai 2024. Si la Province Sud demeure entre les mains des loyalistes, la dynamique globale du Congrès de la Nouvelle-Calédonie change la donne: les indépendantistes y obtiennent la majorité relative avec 26 sièges sur 54. Toutefois, l'arbitrage final revient aux quatre élus de l'Éveil océanien, qui font basculer les majorités d'alliance. Le FLNKS salue une résilience politique évidente, même si l'abstentionnisme massif rappelle le fossé persistant entre le peuple et les urnes. L'abstention peut s'expliquer de différentes manières, mais le regroupement des bureaux de vote à Nouméa et dans le Grand Nouméa n'a pas aidé les petites

gens à se déplacer. Il est clair que la distance n'est pas comparable selon que tu as une voiture, que tu es obligé de te déplacer à pied car tu n'as pas les moyens de prendre le bus ou que le bus ne passe pas dans ton quartier.

Le PIB a plongé de 13,5 %, creusant des inégalités abyssales entre une minorité possédante et des classes populaires plongées dans la précarité

Cette bataille institutionnelle se double d'une urgence socio-économique. Le pays subit l'effondrement de la filière nickel, lié à la chute des cours mondiaux et à la faillite des usines locales, puis aggravé par les destructions du conflit. Le PIB a plongé de 13,5 %, creusant des inégalités abyssales entre une minorité possédante et des classes populaires frappées par la précarité et les pertes d'emploi. Selon l'ISEE-NC, l'emploi salarié stagne à un plancher historique de 77 640 contrats. Selon les études socio-économiques de l'ISEE-NC, les Kanak subissent des inégalités ethniques structurelles dans l'accès à l'emploi. Ce n'est pas une nouveauté. Cette crise frappe de manière asymétrique: la population Kanak en est la première victime. La mise en sommeil de l'usine Koniambo (KNS) a ruiné la Province Nord, cœur du

«rééquilibrage» historique. Le fait colonial perdure: les postes de cadres restent majoritairement l'apanage des Européens, tandis que les Kanak occupent massivement les emplois d'ouvriers et d'opérateurs techniques, liquidés en premier. Le chômage structurel des jeunes non diplômés vivant en tribu ou dans les squats du Grand Nouméa alimente ainsi la révolte sociale légitime contre l'ordre colonial.

Cette crise frappe de manière asymétrique: la population Kanak est la première victime de cette casse sociale

Pendant combien d'années la jeunesse de Nouméa, du Grand Nouméa et, plus globalement, du pays Kanak a-t-elle eu du mal, malgré de longues études, à entrer dans le monde du travail? Cette jeunesse a dit: «*Stop! Nous existons et nous ne voulons pas que l'État ouvre le corps électoral provincial à des personnes qui vont encore travailler à notre place parce qu'elles viennent de France ou d'ailleurs et que leur CV est bien garni.*» En 2024, elle a rappelé qu'elle est l'avenir du pays et que rien ne peut se faire sans elle, dévoilant le racisme systémique et la discrimination en Kanaky dont personne ne voulait parler. Il nous faut aujourd'hui trouver des solutions pour soigner notre peuple. Mais il y en a une concrète: la liberté. Le FLNKS a été admis en 1989 comme membre à part entière du Groupe mélanésien Fer de lance

(GMFL), aux côtés du Vanuatu, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon et des Fidji. Cette reconnaissance donne au mouvement de libération nationale une assise régionale et internationale. Dans l'arc mélanésien, seules restent à décoloniser la Nouvelle-Calédonie, colonie française, et la Papouasie occidentale, sous domination indonésienne. Le FLNKS utilise régulièrement les sommets du GMFL pour dénoncer la politique française, contester les résultats des référendums d'autodétermination, notamment celui de 2021, et rechercher des relais diplomatiques. Il entretient des relations fortes avec les dirigeants des pays voisins, particulièrement avec le Vanuatu, soutien historique à l'indépendance de Kanaky. Christian Tein, président du FLNKS, multiplie les déplacements officiels, récemment au Vanuatu et aux Palaos, pour consolider cette «feuille de route» de soutien régional.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est le bouclier universel des opprimés pour légitimer la lutte sous toutes ses formes

Face à cette violence systémique, le FLNKS internationalise comme toujours le combat, du Pacifique aux tribunes de l'ONU, rappelant que sa légitimité outrepassa la légalité coloniale française. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est pas une simple posture juridique: c'est le bouclier universel des opprimés. Comme celle des autres peuples en lutte, la cause kanak est internationaliste. L'«Accord de Kanaky» doit prolonger logiquement et irréversiblement l'Accord de 1998. La France s'est engagée à accompagner le territoire vers sa complète émancipation; il est temps de solder le contentieux colonial. Le projet de porte le FLNKS est celui d'un pays inclusif qui respecte les différences de chacun. En cela, le message reste limpide: la paix durable ne naîtra que d'une indépendance entière, solidaire et partagée par toutes et tous.

Brenda Wanabo-Ipeze

Membre de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), Brenda Wanabo-Ipeze a été arrêtée et déportée en France en juin 2024 avec six autres membres de la CCAT. Toutes et tous ont obtenu un non-lieu concernant les accusations portées contre eux et sont désormais dans l'attente d'une décision judiciaire après l'appel du parquet. Brenda Wanabo-Ipeze est également membre de l'équipe de la présidence du FLNKS et représente le Front en France.

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA: vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai:

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à: **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à: **redaction@lanticapitaliste.org**

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à: **diffusion@lanticapitaliste.org**



Brenda Wanabo-Ipeze au meeting de l'Université d'été du NPA-A le 24 août 2026 à Port-Leucate. © PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS